



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 70.727/2
du 11 janvier 2022

advies 70.727/2
van 11 januari 2022

sur

over

une proposition de loi
‘modifiant le Code de droit
économique afin d’introduire
un contrôle du nom du
titulaire de l’IBAN en vue de
lutter contre la fraude bancaire
sur Internet’

een wetsvoorstel ‘tot wijziging
van het Wetboek van
economisch recht, teneinde
een IBAN-naamcontrole in te
voeren om bancaire internet–
en cyberfraude tegen te gaan’

Le 17 décembre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Présidente de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur une proposition de loi 'modifiant le Code de droit économique afin d'introduire un contrôle du nom du titulaire de l'IBAN en vue de lutter contre la fraude bancaire sur Internet', déposée par M. Michael FREILICH et consorts (*Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, n° 55-2296/001).

La proposition a été examinée par la deuxième chambre le 11 janvier 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 janvier 2022.

*

Op 17 december 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot wijziging van het Wetboek van economisch recht, teneinde een IBAN-naamcontrole in te voeren om bancaire internet- en cyberfraude tegen te gaan', ingediend door de heer Michael FREILICH c.s. (*Parl. St.*, Kamer, 2021-2022, nr. 55-2296/001).

Het voorstel is door de tweede kamer onderzocht op 11 januari 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 januari 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : « le RGPD »), combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de son préambule, ainsi qu'avec l'article 2 de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

Dès lors que la vérification imposée par la proposition pourra concerner une personne physique, la proposition instaure un traitement de données à caractère personnel au sens du RGPD de telle sorte que les dispositions pertinentes de la proposition doivent être soumises à l'Autorité de protection des données.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 2

1. Les alinéas proposés de l'article VII.55/2, § 1^{er}, du Code de droit économique organisent un traitement de données à caractère personnel effectué par les banques.

[‡] S'agissant d'une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

Conformément à l'article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit au respect de la vie privée sont soumis au respect d'un principe de légalité formelle. En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur ¹.

Par conséquent, les éléments essentiels des traitements de données à caractère personnel doivent être fixés dans la loi elle-même. À cet égard, la section de législation considère que, quelle que soit la matière concernée, constituent en principe des éléments essentiels les éléments suivants (1°) les catégories de données traitées, (2°) les catégories de personnes concernées, (3°) la finalité poursuivie par le traitement, (4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées et (5°) le délai maximal de conservation des données ².

Afin de répondre à cette exigence, le dispositif sera complété afin de mentionner la durée de conservation maximale des données traitées.

2. Aux termes de l'alinéa 4, deuxième phrase, *partim*, proposé de l'article VII.55/2, § 1^{er}, du Code de droit économique,

« [l]e prestataire de services de paiement du bénéficiaire communique par voie électronique au prestataire de services de paiement demandeur le résultat de la vérification, afin que ce dernier puisse signaler à son tour au payeur que le nom du bénéficiaire [...] correspond presque à un nom de titulaire de compte lié à l'identifiant unique *avec la mention du nom correspondant du titulaire du compte* » (italiques ajoutés).

Or, les développements de la proposition de loi annoncent ce qui suit :

« Le contrôle du nom du titulaire de l'IBAN protège le client de la banque sans menacer le respect de la vie privée du bénéficiaire. Les solutions mises en œuvre aux Pays-Bas et au Royaume-Uni indiquent que cette vérification peut être introduite dans le plein respect de la législation relative à la protection de la vie privée. En effet, le contrôle du nom du titulaire de l'IBAN qui y est effectué déclenche *uniquement l'envoi d'un avertissement en cas de discordance* entre le nom saisi et le nom connu pour un numéro de compte mais *le nom exact n'est pas communiqué au client*, ce dernier devant dès lors le chercher lui-même » ³ (italiques ajoutés).

¹ Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle : voir notamment C.C., 18 mars 2010, n° 29/2010, B.16.1 ; 20 février 2020, n° 27/2020, B.17.

² Avis 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique' (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 1951/1, p. 119, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68936>).

³ *Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, n° 55-2296/001, p. 5.

Dans la suite des développements, il est d'ailleurs précisé que ce n'est qu'« une suggestion de nom [qui] est proposée au client »⁴ et non, comme dans le dispositif, « la mention du nom correspondant du titulaire du compte »⁵.

Le commentaire consacré à l'article 2 énonce que, dans le cadre du contrôle effectué,

« une demande est adressée par un prestataire de services de paiement au prestataire de services de paiement du bénéficiaire afin de vérifier le nom du bénéficiaire visé.

[...] [L]e prestataire de services de paiement communique ensuite au payeur les mentions suivantes :

– 'Concordance' : le nom du bénéficiaire correspond aux données du bénéficiaire liées à l'identifiant unique ;

– 'Concordance proche' : le nom du bénéficiaire correspond presque aux données du bénéficiaire liées à l'identifiant unique ;

– 'Concordance nulle' : le nom du bénéficiaire ne correspond pas aux données du bénéficiaire liées à l'identifiant unique ;

– 'Confirmation d'un bénéficiaire indisponible' : lorsqu'un compte n'est, temporairement ou non, pas disponible, le payeur reçoit la mention selon laquelle le compte ne peut pas être contrôlé. Si un compte n'est pas disponible, cela ne signifie pas nécessairement que le payeur est la cible d'escrocs, mais bien que le compte du bénéficiaire n'apparaît pas dans le système.

On entend par nom du titulaire de compte bénéficiaire le nom de famille et le premier prénom d'une personne physique et le nom juridique d'une personne morale » (italiques ajoutés).

Le commentaire souligne encore qu'en cas de « concordance proche », le prestataire de services de paiement du payeur communique à ce dernier, sur la base des renseignements reçus du service de paiement du bénéficiaire, le fait que « le nom du bénéficiaire correspond presque aux données du bénéficiaire liées à l'identifiant unique »⁶ sans que soit donc mentionné le « nom correspondant du titulaire du compte ».

Outre la circonstance que les développements et le commentaire de l'article 2 lui-même contiennent une contradiction lorsqu'ils établissent dans un premier temps que ne serait pas mentionné le nom correspondant au titulaire du compte alors que dans un second temps il est indiqué que l'information fournie revêtira effectivement le nom du titulaire du compte en cas de correspondance ou de correspondance proche, le dispositif lui-même entre en contradiction avec l'une des intentions ainsi annoncées.

⁴ *Ibidem.*

⁵ Il est permis de s'interroger sur la question de savoir sur quelle base pareille « suggestion » serait formulée. S'il s'agit, malgré tout, de donner ainsi le nom du titulaire de l'IBAN en cause, pareille communication serait en contradiction avec ce qu'annonce le passage des développements aux termes duquel, en cas de discordance, « le nom exact n'est pas communiqué au client » du prestataire du service de paiement invité à effectuer le paiement.

⁶ *Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, n° 55-2296/001, p. 9.

Dès lors qu'est ici en jeu la garantie du droit au respect de la vie privée, les intentions du législateur doivent être clairement traduites dans le dispositif, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Dans le même ordre d'idées, il va de soi que, lorsque le Roi mettra en œuvre l'habilitation qu'il a ainsi reçue pour définir la notion de « concordance proche », il devra veiller au respect du principe de proportionnalité attaché à l'article 22 de la Constitution et du principe de « minimisation des données » inscrit à l'article 5, paragraphe 1, c), du RGPD dès lors qu'il est prévu à l'article VII.55/2, § 1^{er}, alinéa 4, deuxième phrase, proposé que, dans cette hypothèse, le « nom correspondant du titulaire du compte » sera mentionné.

3. L'alinéa 6 proposé de l'article VII.55/2, § 1^{er}, du Code de droit économique ne renvoie qu'à l'alinéa 4 proposé comme étant celui qui utilise la notion de « nom », alors qu'elle est également utilisée aux alinéas 3, 5, 7 et 8 proposés.

Cet alinéa 6 proposé gagnerait à être déplacé à la fin de ceux proposés, devenant l'alinéa 8 proposé, en se référant aux alinéas 3 à 7.

4. L'alinéa 6 proposé de l'article VII.55/2, § 1^{er}, du Code de droit économique, devenant l'alinéa 8, n'envisage pas l'hypothèse où l'IBAN destiné à recevoir les fonds a comme titulaire (s'agissant donc du « bénéficiaire ») une entité dépourvue de personnalité juridique, comme par exemple une association de fait.

Le texte sera complété pour régler ce cas de figure.

5. La notion de « concordance proche », que l'alinéa 8 proposé de l'article VII.55/2, § 1^{er}, du Code de droit économique entend autoriser le Roi à définir, n'est pas utilisée par les autres alinéas proposés. L'alinéa 4, deuxième phrase, proposé utilise les termes « correspond presque ».

Le dispositif sera dès lors revu afin d'assurer la cohérence entre celui-ci et les définitions que le Roi est autorisé à préciser.

6. Le commentaire de l'article annonce que la règle suivante fait partie du dispositif proposé :

« Lorsque le compte est détenu par plusieurs personnes, il suffit de fournir le nom d'un seul des titulaires du compte ».

Cette intention n'est pas traduite dans le dispositif.

Le législateur est invité à prendre attitude sur cette question.

7. Il résulte des développements de la proposition de loi que celle-ci paraît conçue pour assurer la protection des payeurs dans le seul contexte de paiements électroniques. Ainsi, par exemple, le premier alinéa des développements rappelle que « [l]a banque en ligne fait désormais partie intégrante de notre vie quotidienne, mais [que] la possibilité d'effectuer des paiements en ligne s'accompagne aussi de possibilités de fraude ».

Le dispositif proposé ne limite toutefois pas son champ d'application de manière expresse aux cas de paiements électroniques. Ainsi, aux termes de l'alinéa 3 proposé de l'article VII.55/2, § 1^{er}, du Code de droit économique, le contrôle du nom du titulaire de l'IBAN destiné à recevoir les fonds est prévu sans opérer de distinction selon que le paiement se fait ou non par la voie électronique.

Le dispositif sera revu de manière à en préciser le champ d'application en fonction de l'intention du législateur.

8. À l'alinéa 8 proposé de l'article VII.55/2, § 1^{er}, du Code de droit économique, il est prévu que le Roi « peut exonérer certaines opérations de paiement du contrôle du nom du titulaire de l'IBAN ».

Le commentaire de l'article 2 de la proposition précise à cet égard ce qui suit :

« La *Specific Direction 10 (Confirmation of Payee)* (mise à jour février 2020) mentionne la nécessité d'exclure certaines opérations du contrôle du nom du titulaire de l'IBAN. Le Roi sera habilité à préciser ces opérations, mais ne pourra pas porter préjudice à l'objectif de la présente proposition visant à lutter contre la fraude au moyen d'opérations de paiement ».

Cette explication ne peut être comprise que par des professionnels spécialisés dans le traitement des questions examinées et non par le public plus large des lecteurs de ce texte.

Les travaux parlementaires veilleront à clarifier les cas visés par la « *Specific Direction 10 (Confirmation of Payee)* » pour lesquels, si le Roi en décidait ainsi, la proposition ne trouverait pas à s'appliquer.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Krachtens artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: “de AVG”), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule ervan en met artikel 2 van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, dient de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, geraadpleegd te worden bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking.

Aangezien de door het voorstel opgelegde verificatie op een natuurlijke persoon betrekking zal kunnen hebben, voert het voorstel een verwerking van persoonsgegevens in de zin van de AVG in zodat de relevante bepalingen van het voorstel aan de Gegevensbeschermingsautoriteit voorgelegd moeten worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

1. De voorgestelde leden van artikel VII.55/2, § 1, van het Wetboek van economisch recht voorzien in een regeling voor de verwerking van persoonsgegevens door de banken.

Overeenkomstig artikel 22 van de Grondwet moet voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke aantasting van het recht op eerbiediging van het privéleven het formeel legaliteitsbeginsel nageleefd worden. Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen

[‡] Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het legaliteitsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.¹

Bijgevolg moeten de essentiële elementen van de verwerking van persoonsgegevens in de wet zelf worden vastgelegd. In dat verband is de afdeling Wetgeving van oordeel dat ongeacht de aard van de betrokken aangelegenheid, de volgende elementen in beginsel essentiële elementen uitmaken: (1°) de categorieën van verwerkte gegevens; (2°) de categorieën van betrokken personen; (3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; (4°) de categorieën van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens en (5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.²

Om te voldoen aan dat vereiste moet het dispositief aldus aangevuld worden dat daarin melding gemaakt wordt van de maximale bewaartermijn van de verwerkte gegevens.

2. Het voorgestelde vierde lid, tweede zin, *partim*, van artikel VII.55/2, § 1, van het Wetboek van economisch recht luidt als volgt:

“De betalingsdienstaanbieder van de begunstigde geeft op elektronische wijze aan de verzoekende betalingsdienstaanbieder het resultaat van de verificatie aan, zodat deze laatste op zijn beurt aan de betaler kan melden dat de (...) naam van de begunstigde [bijna overeenkomt] met een aan de unieke identificator gekoppelde naam van een rekeninghouder (...), *met vermelding van de overeenkomende naam van de rekeninghouder (...)*” (eigen cursivering)

In de toelichting bij het wetsvoorstel wordt evenwel op het volgende gewezen:

“De IBAN-naamcontrole beschermt de bankklant zonder dat de privacy van de begunstigde in het gedrang komt. De oplossingen in Nederland en het Verenigd Koninkrijk tonen aan dat dit overeenkomstig de privacywetgeving kan gebeuren. De IBAN-naamcontrole aldaar *geeft immers enkel een waarschuwing dat niet de correcte naam die bij het rekeningnummer bekend is werd ingevoerd. Er wordt niet meegedeeld wat dan wel de correcte naam zou zijn*; dat is iets dat de cliënt zelf dient uit te zoeken.”³ (eigen cursivering)

In het vervolg van de toelichting wordt voorts gepreciseerd dat enkel “een naamsuggestie voor de klant [verschijnt]”⁴ terwijl het dispositief het heeft over “vermelding van de overeenkomende naam van de rekeninghouder”.⁵

¹ Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof: zie inzonderheid GwH 18 maart 2010, nr. 29/2010, B.16.1; 20 februari 2020, nr. 27/2020, B.17.

² Advies 68.936/AV, op 7 april 2021 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 14 augustus 2021 ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’ (*Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 1951/001, 119, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/68936.pdf>).

³ *Parl.St.* Kamer 2021-22, nr. 55-2296/001, 5.

⁴ *Ibidem*.

⁵ Men kan zich afvragen op basis waarvan een dergelijke “suggestie” gedaan zou worden. Als het er ondanks alles om gaat aldus de betrokken IBAN-naam te geven, zou het meedelen van dergelijke informatie haaks staan op de passage

In de toelichting bij artikel 2 staat dat in het kader van de uitgevoerde controle

“door een betalingsdienstaanbieder een verzoek verzonden [wordt] naar de betalingsdienstaanbieder van de begunstigde om de naam van de beoogde begunstigde (...) te verifiëren.

(...) [D]e betalingsdienstaanbieder [meldt] vervolgens aan de betaler:

- ‘Ja overeenkomst’: de naam van de begunstigde komt overeen met de aan de unieke identificator gekoppelde gegevens van de begunstigde;
- ‘Bijna overeenkomst’: de naam van de begunstigde komt bijna overeen met de aan de unieke identificator gekoppelde gegevens van de begunstigde;
- ‘Geen overeenkomst’: de naam van de begunstigde komt niet overeen met de aan de unieke identificator gekoppelde gegevens van de begunstigde;
- ‘Bevestiging van een onbeschikbare begunstigde’: wanneer een rekening, al dan niet tijdelijk, niet beschikbaar is, ontvangt de betaler een melding dat de rekening niet kan worden gecontroleerd. Wanneer een rekening niet beschikbaar is, betekent dat niet noodzakelijk dat oplichters het op de centen van de betaler gemunt hebben, maar wel dat de rekening van de begunstigde niet in het systeem voorkomt.

De naam van de begunstigde rekeninghouder is de achternaam en de eerste voornaam van een natuurlijke persoon en de juridische naam van een rechtspersoon.”
(eigen cursivering)

In de toelichting bij dat artikel wordt er ook nog op gewezen dat in geval van “bijna overeenkomst” de betalingsdienstaanbieder van de betaler aan deze laatste op basis van de inlichtingen verkregen van de betalingsdienst van de begunstigde meedeelt dat “de naam van de begunstigde (...) bijna [overeenkomt] met de aan de unieke identificator gekoppelde gegevens van de begunstigde”⁶, dus zonder dat melding gemaakt wordt van de “overeenkomende naam van de rekeninghouder”.

Naast de omstandigheid dat de toelichting bij het wetsvoorstel en de toelichting bij artikel 2 zelf een tegenstrijdigheid bevatten wanneer daarin in eerste instantie gesteld wordt dat geen melding gemaakt zou worden van de overeenkomende naam van de rekeninghouder, terwijl in tweede instantie aangegeven wordt dat de verstrekte informatie wel degelijk de naam van de rekeninghouder zal vermelden in geval van overeenkomst of van bijna overeenkomst, komt het dispositief zelf haaks te staan op één van de aldus gestelde bedoelingen.

Aangezien het hier gaat om het waarborgen van het recht op eerbiediging van het privéleven, moeten de bedoelingen van de wetgever duidelijk in het dispositief weergegeven worden, wat *in casu* niet het geval is.

uit de toelichting waarin opgemerkt wordt dat in geval van een mismatch “niet [wordt] meegedeeld wat dan wel de correcte naam zou zijn [aan de cliënt]” van de betalingsdienstaanbieder die gevraagd wordt om de betaling uit te voeren.

⁶ Parl.St. Kamer 2021-22, nr. 55-2296/001, 9.

In dezelfde gedachtegang spreekt het vanzelf dat de Koning, wanneer hij uitvoering zal geven aan de aldus aan hem verleende machtiging om het begrip “bijna overeenkomst” te definiëren, zal moeten toezien op de inachtneming van het evenredigheidsbeginsel vervat in artikel 22 van de Grondwet en van het beginsel inzake “minimale gegevensverwerking” dat opgenomen is in artikel 5, lid 1, c), van de AVG, aangezien in het voorgestelde artikel VII.55/2, § 1, vierde lid, tweede zin, bepaald wordt dat in dat geval melding gemaakt zal worden van de “overeenkomende naam van de rekeninghouder”.

3. Het voorgestelde zesde lid van artikel VII.55/2, § 1, van het Wetboek van economisch recht verwijst enkel naar het voorgestelde vierde lid omdat daarin het begrip “naam” gebruikt wordt, terwijl dat begrip eveneens in het voorgestelde derde, vijfde, zevende en achtste lid gebezigd wordt.

Dat voorgestelde zesde lid zou beter verplaatst worden naar het einde van de voorgestelde leden, waardoor het het voorgestelde achtste lid wordt waarin naar het derde tot het zevende lid verwezen wordt.

4. Het voorgestelde zesde lid van artikel VII.55/2, § 1, van het Wetboek van economisch recht, dat het achtste lid wordt, voorziet niet in het geval waarin de houder van het IBAN-nummer dat de gelden moet ontvangen (het betreft dus de “begunstigde”) een entiteit zonder rechtspersoonlijkheid is, zoals bijvoorbeeld een feitelijke vereniging.

De tekst moet aangevuld worden teneinde dat geval te regelen.

5. Het voorgestelde achtste lid van artikel VII.55/2, § 1, van het Wetboek van economisch recht strekt ertoe de Koning te machtigen om het begrip “bijna overeenkomst” te definiëren. Dat begrip wordt niet gebruikt in de andere voorgestelde leden. In het voorgestelde vierde lid, tweede zin, wordt gebruikgemaakt van de woorden “bijna overeenkomt”.

Het dispositief moet dan ook herzien worden teneinde voor samenhang te zorgen tussen dit dispositief en de definities die de Koning gemachtigd is te geven.

6. In de toelichting bij het artikel wordt erop gewezen dat de volgende regel deel uitmaakt van het voorgestelde dispositief:

“Wanneer de rekening door meerdere personen wordt aangehouden, volstaat het één naam van de rekeninghouders op te geven.”

Die bedoeling komt niet tot uiting in het dispositief.

De wetgever wordt verzocht om een standpunt in te nemen over die aangelegenheid.

7. Uit de toelichting bij het wetsvoorstel vloeit voort dat het blijkbaar opgesteld is om de betalers louter in de context van het elektronisch betalen te beschermen. Zo wordt bijvoorbeeld in het eerste lid van de toelichting het volgende opgemerkt: “Online bankieren is niet meer weg te denken uit ons dagelijks leven. Dergelijke betalingen brengen echter in toenemende mate ook fraude met zich mee.”

Het toepassingsgebied van het voorgestelde dispositief beperkt zich echter niet uitdrukkelijk tot de gevallen waarin elektronisch betaald wordt. Zo wordt luidens het voorgestelde derde lid van artikel VII.55/2, § 1, van het Wetboek van economisch recht voorzien in de controle van de naam van de houder van het IBAN-nummer dat de gelden moet ontvangen zonder een onderscheid te maken naargelang het al dan niet om een elektronische betaling gaat.

Het dispositief moet aldus herzien worden dat daarin, rekening houdend met de bedoeling van de wetgever, duidelijk aangegeven wordt wat het toepassingsgebied ervan is.

8. In het voorgestelde achtste lid van artikel VII.55/2, § 1, van het Wetboek van economisch recht wordt bepaald dat de Koning “bepaalde betalingstransacties [kan] vrijstellen van de IBAN-naamcontrole”.

In de toelichting bij artikel 2 van het voorstel staat in dat verband het volgende:

“Uit de *Specific Direction 10 (Confirmation of Payee) (Varied February 2020)* blijkt de noodzaak om bepaalde transacties uit te sluiten van de IBAN-naamcontrole. De Koning krijgt de bevoegdheid om die transacties te specificeren zonder dat Hij afbreuk mag doen aan de doelstelling van dit voorstel om oplichting door middel van betalingstransacties te bestrijden.”

Die uitleg is enkel begrijpelijk voor professionals die gespecialiseerd zijn in de behandeling van de onderzochte kwesties en niet voor een ruimer publiek waaronder de lezers van deze tekst.

Tijdens de parlementaire voorbereiding moet erop toegezien worden dat verduidelijkt wordt in welke gevallen bedoeld in de “*Specific Direction 10 (Confirmation of Payee)*” het voorstel niet van toepassing zou zijn indien de Koning daartoe zou besluiten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT